

Troisième étape (de 1988 à ce jour)

Au mois de mars 1989, faisant fond sur des suggestions du Canada, de la France et du Japon, les États-Unis ont proposé que l'on utilise les ressources des institutions financières internationales pour offrir aux pays débiteurs la possibilité d'échanger leurs vieilles dettes commerciales pour des obligations garanties par l'État. L'avantage d'une telle formule pour les pays débiteurs - pays à revenu intermédiaire pour la plupart - était qu'elle leur permettait de se retrouver avec une nouvelle dette fortement allégée soit par une diminution du montant du principal, soit par l'application de taux d'intérêt réduits. On espérait que cet effort de réduction de la dette permettrait d'accélérer le retour à la solvabilité.

Ces propositions, connues sous le nom de «Plan Brady», reconnaissaient la nécessité d'intégrer les objectifs de la stratégie de la dette et ceux des politiques de développement. On reconnaissait ainsi que la taille de la dette était devenue telle que la plupart des pays seraient incapables de «s'en sortir» si bien que, lorsque les circonstances étaient propices, il valait mieux recourir à des fonds multilatéraux pour réduire les obligations liées à la dette. Parallèlement, les propositions du Plan Brady visaient à réduire, voire à renverser le processus de transfert des risques du secteur privé au secteur public résultant des efforts menés par les banques commerciales pour diminuer leurs engagements.

Dans les propositions du Plan Brady, on reconnaissait également que les pays débiteurs devaient adopter des politiques propres à attirer les investissements directs et indirects, et que la conversion de créances en prise de participation pouvait être un élément utile de cette stratégie. Depuis, d'autres mécanismes de conversion tels que les mesures de rachat de la dette ou d'échange contre la protection de la nature ou l'aide à l'enfance sont également devenus plus courants. La Banque mondiale estime que des dettes de près de 45 milliards de dollars américains ont été converties sous une forme ou sous une autre. Jusqu'ici, ces mécanismes ont surtout été utilisés pour les emprunts commerciaux des grands pays en développement.

Les pays qui ont institué des programmes d'ajustement vigoureux et qui ont bénéficié des conditions offertes par le Plan Brady se sont retrouvés devant des perspectives de croissance économique améliorées. Ainsi, le Mexique a recouvré une part importante des capitaux qui s'étaient enfuis et, à l'instar du Venezuela et du Chili, il est parvenu à écouler des petites émissions d'obligations sur les marchés de capitaux internationaux. Cette solvabilité recouvrée permettra également d'attirer de nouveaux investissements directs.

Toutefois, le Plan Brady ne pouvait guère procurer d'avantages significatifs aux pays les plus pauvres, étant donné que leur dette commerciale n'est pas très importante en termes absolus. Dans le cas des petits pays à faible revenu, on peut difficilement prévoir un retour rapide aux marchés de capitaux internationaux ou de nouveaux investissements majeurs, encore qu'un retour des capitaux privés qui ont quitté le pays pourrait avoir une incidence importante sur le niveau des investissements.

Par conséquent, les mesures destinées à venir en aide aux pays pauvres qui sont lourdement endettés devront faire une place importante aux dons ou à des financements extérieurs à des conditions très libérales et, selon toute vraisemblance, à des programmes de réduction de la dette d'une plus grande ampleur. Ainsi, la Banque mondiale a institué pour les pays admissibles un mécanisme de conversion des emprunts contractés aux taux du marché afin